

Association nationale



Et l'ensemble des associations
& personnalités signataires

Clermont-Ferrand, le 10 février 2021

A Monsieur Emmanuel Macron
Président de la République
Palais de l'Élysée. 75008 PARIS

Monsieur le Président de la République,

Le 24 juillet 2020 vous avez demandé à l'historien Benjamin Stora, « des recommandations sur les gestes à effectuer et les actions à engager » pour poursuivre « un travail de vérité, de mémoire et de réconciliation, pour nous-mêmes et pour nos liens avec l'Algérie ».

Nous, dont les familles furent souvent divisées par la guerre, souhaitons naturellement des relations apaisées entre la France, notre patrie et l'Algérie, pays de nos racines. Nous voulons aussi la vérité sur notre histoire trop longtemps cachée ou falsifiée.

Le rapport remis comporte des pistes pragmatiques pour favoriser la recherche historique et des analyses intéressantes sur la non pertinence d'excuses. Mais produit d'une seule vision, sans concertation, ce rapport a suscité des réactions de rejet, en France comme en Algérie. A vouloir éviter les sujets sensibles, les omissions deviennent criantes voire choquantes.

S'agissant des Harkis, les massacres et supplices de dizaines de milliers de Harkis après le 19 mars 1962 sont réduits à de « cruelles représailles ». Or un travail de vérité ne peut ignorer comment l'Algérie naissante a bafoué ses premiers accords internationaux. Ni comment l'Etat français a désarmé et abandonné aux exactions et massacres ceux qui l'ont servi. Un regard de vérité porté sur la guerre d'Algérie doit la révéler dans toute sa complexité. Ainsi, ce rapport aurait gagné à inviter l'Algérie à reconnaître ses responsabilités dans les massacres de harkis, et à avoir un regard critique sur certaines pages occultées ou réécrites de son histoire. Le refus d'aborder le dossier harki augure mal d'une commission « Mémoires et vérité » car on ne peut construire de réconciliation sur des non-dits ou du déni.

La seule recommandation du rapport concernant les Harkis porte sur la liberté pour tous ceux qui le souhaitent d'aller passer des vacances en Algérie! C'est bien loin aujourd'hui des revendications des associations représentatives des harkis, ce qui traduit le manque évident de concertation avec elles.

En fait ce rapport n'exprime pas l'attente principale des familles de Harkis : une loi par laquelle notre Nation reconnaîtrait l'abandon des Harkis après les Accords d'Evian, ses conséquences dramatiques et l'accueil indigne des rescapés, relégués dans des camps ou structures ghettos entravant leur intégration. Une loi qui permettrait la reconnaissance et l'évaluation des préjudices et pourrait ainsi clore dignement ce dossier en assumant la vérité historique.

Candidat, vous vous êtes engagé à « prendre vos responsabilités pour que chacune des parties ayant vécu cette guerre soit rétablie dans sa dignité ». Vous avez affirmé qu'élus Président vous régleriez rapidement le dossier Harki. Président, vous avez convenu que « la France n'a pas été à la bonne hauteur » et que les mesures prises n'étaient pas suffisantes. Plusieurs Présidents ont reconnu « l'abandon », « la barbarie des massacres », « les conditions indignes d'accueil ». Des propositions de lois ont été faites mais aucune n'a été votée.

Aussi nous espérons, Monsieur le Président de la République, que, pour l'honneur de la France et celui de tous ceux morts pour elle, vous ferez durant ce mandat voter cette loi tant attendue. Nous avons préparé un dossier motivant cette requête et nous serions heureux de pouvoir vous le remettre à l'Elysée.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président de la République, à l'expression de notre profond respect.

Mohand HAMOUMOU, ancien maire de Volvic, Président national d'AJIR
Abdelkader HAROUNE, membre du CPV, Président des « chemins de la réussite », Vice-Président d'AJIR
Yamina CHALABI, co-présidente de l'Aracan, Vice-Présidente d'AJIR
Alain FERKI, Président des Porte-drapeaux des Pyrénées Atlantiques, Vice-Président d'AJIR
Karim DERDAB, porte drapeau des anciens combattants français musulmans de la Moselle. Vice-Président d'AJIR
Mohamed HADDOUCHE, Président d'AJIR Normandie, Président de Fonds pour la Mémoire des Harkis
Ali AMRANE, Adjoint au maire de Grasse, Président du Collectif des associations de Harkis des Alpes-Martimes
Ahmed MEHRAZ, Président de l'Union départementale (Moselle) des Harkis rapatriés
Ali LADAOUÏ, Président de l'association ARACAN du Gard
Kader HAMOUMOU, Président de l'Association reconnaissance, histoire, mémoire et réparation pour les Harkis,
Mohamed RABEHI, Vice-Président de l'UNACFM, Vice-Président du FMH
Djilali SALAHOUI, Président d'Association Francs-Comtois rapatriés toutes générations
Khaled KLECH, Président de l'association des amis d'Abdelkrim Klech
Hamid KHEMACHE, Président de l'association des Harkis de Dordogne
Taiffour MOHAMED, Président d'AJIR Auvergne
Farid MOUSSAOUI, Président de Mémoire des Harkis de l'Eure
Jean Pierre BEHAR, Président de "Association des Anciens Combattants Harkis de Mouans-Sartoux.
Amar TALATA, Président de l'Association ADER Dreux
Belkacem GUEROUI, Président de Mémoire de l'Armée d'Afrique,
Tayeb KACEM, Président de l'association des Harkis de Maine et Loire
Achour BALI, Mémoire d'hier et d'aujourd'hui pour demain
Georges MESSAOUD, Président de l'association des Harkis de Carros

Général François MEYER, Président d'Honneur d'AJIR, Grand-Croix de la Légion d'Honneur
Khaled BENFERHAT, ancien maire, conseiller départemental (Alpes de Hautes Provence)
Affif DJELTI, Champion de boxe (de France, d'Europe et du Monde)
Claire HOUD, Entrepreneure, ancienne Présidente du FMH
Mohamed BAZIZ, Agrégé, Inspecteur Général (Education Nationale)
Jacques ALIM, Consultant, Adjoint au maire de Dreux,
Fatima DJEMAÏ, ancienne adjointe du maire de Châlons-en-Champagne
Jeannette DRISS, ancienne Adjointe au maire (Carcassonne)
Zohra BENGUERRA, Déléguée régionale AJIR Occitanie